

# Sommaire

---

## Fonctionnaires

### **Les concours administratifs session 2019 lancés**

Fraternité Matin - lundi 11 novembre 2019

### **Débrayage total, ce matin**

Le Nouveau Réveil - lundi 11 novembre 2019

### **Les syndicats appellent à sa suspension. Sinon, c'est la grève**

Aujourd'hui - lundi 11 novembre 2019

### **Les mesures vigoureuses du Ministre Vagondo Diomandé pour sauver la mutuelle des policiers**

Le Jour Plus - lundi 11 novembre 2019

## Société

### **Raymonde Goudou Coffie sensibilise des femmes : ce qu'en pensent la représentante de Ly Ramata et Tamini Adjoua**

L'Intelligent d'Abidjan - lundi 11 novembre 2019

## Politique

### **Le Président Ouattara invite les Ivoiriens au respect des valeurs républicaines et civiques**

Fraternité Matin - lundi 11 novembre 2019

### **Voici pourquoi le FPI n'y participe pas**

Le Nouveau Réveil - lundi 11 novembre 2019

### **Guillaume Soro, président du Gps, depuis Londres : « Les gens ont voulu nous minimiser. Vous serez surpris »**

Le Nouveau Réveil - lundi 11 novembre 2019



Le lancement officiel des compositions a eu lieu samedi au lycée moderne de Nimbo. 14 939 postes sont disponibles.

## Les concours administratifs session 2019 lancés



Le directeur de cabinet du ministère de la fonction publique a invité les candidats à éviter la tricherie. (PH : DR.)

première session, ce sont 448 postulants qui composent dans les deux centres qui ont été ouverts. Pour cette session, les candidats composeront dans 61 sites répartis dans sept villes que sont Abengourou, Bouaké, Daloa, Gagnoa, Korhogo, Yamoussoukro et Abidjan. Abidjan compte 41 sites. « Cette politique de décentralisation vise à rapprocher l'administration des administrés et à réduire ainsi les déplacements onéreux pour les candidats », a déclaré le directeur de cabinet.

**CHARLES KAZONY**

Séraphin Kouadio Oka, directeur de cabinet, représentant le général Issa Coulibaly, ministre de la Fonction publique, a procédé, samedi au lycée moderne de Nimbo de Bouaké, au lancement officiel des compositions des concours administratifs session 2019. Ce sont au total 406 concours qui sont ouverts pour 14 939 postes budgétaires. Les candidats inscrits auront à composer durant un mois tous les samedis et dimanches. C'est dans la salle 1 de cet établissement scolaire que le directeur de cabinet du ministre de la Fonction publique a, devant tous les candidats, ouvert l'enveloppe contenant la première épreuve. « C'est en même temps que vous que nous découvrons les épreuves », a-t-il indiqué. Il a fait le tour de quelques salles pour encourager les candidats qui avaient commencé à composer. « Nous sommes venus vous encourager. Et vous dire que ce sont les meilleurs qui seront déclarés admis », a-t-il promis. Non sans mettre en garde les éventuels fraudeurs. « Tous ceux qui seront pris en flagrant délit de fraude dans les concours de la Fonction publique seront sanctionnés », a-t-il prévenu. Et de marteler. « Sur ce sujet, le ministre de la Fonction publique est très clair et n'entend pas transiger, car nous voulons des agents compétents pour tenir les postes », a-t-il affirmé. Au lycée moderne de Nimbo, les candidats composent pour le concours direct d'accès d'emplois adjoint administratif de la Fonction publique. Pour cette



Secteur de la santé / Les agents de la santé de Côte d'Ivoire réunis au sein de la Plateforme des syndicats de la santé annonce un arrêt de travail dès ce jour.

## Débrayage total, ce matin

Les agents de la santé de Côte d'Ivoire réunis au sein de la Plateforme des syndicats de la santé annonce un arrêt de travail dès ce jour. « C'est la nouvelle du jour, les agents de santé regroupés au sein de la Plateforme des Syndicats de la Santé confirment la grève générale des agents du secteur de la santé à partir du lundi 11 novembre 2019 dès 7h30 pour une durée de trois jours. Avec bien sûr le service minimum qui est médical. Les numéros verts vous seront communiqués dans les prochaines heures. Alors chers camarades, prenons notre destin en main. Faisons respecter le mot d'ordre sur toute l'étendue du territoire national », ainsi a été libellé le mot d'ordre de cette Plateforme à l'issue d'une assemblée générale extraordinaire tenue le samedi dernier. Après les trois jours de débrayage, si rien n'est fait, les agents de la santé reconduiront le mouvement. Leur revendication est, d'une part, à caractère financier d'autre part, académique et professionnel. Il s'agit du paiement de prime d'incitation, l'indemnité contributive au logement, la prime de risque revalorisée et étendue à l'ensemble des personnels du ministère de la Santé et de l'hygiène publique. En ce qui est du second caractère de la revendication, il s'agit de l'application du système LMD à l'Infas, l'intégration effective des ex agents déflatés et des contractuels de la santé à la Fonction Publique, la révision de l'application de l'arrimage CMU MUGEFICI et la mise à niveau du plateau technique des équipements et infrastructures sanitaires pour une meilleure prise en charge des usagers.

**FOUMSEKE COULIBALY**



Des coalitions de syndicats de fonctionnaires menacent d'aller à la grève si le gouvernement ne suspend pas l'arrimage de la couverture maladie universelle (CMU) avec la Mugefci qui continue de créer de nombreux désagréments sur le terrain.

## Les syndicats appellent à sa suspension. Sinon, c'est la grève

### CMU : Les syndicats appellent à sa suspension

Des coalitions de syndicats de fonctionnaires menacent d'aller à la grève si le gouvernement ne suspend pas l'arrimage de la couverture maladie universelle (CMU) avec la Mugefci qui continue de créer de nombreux désagréments

sur le terrain. Ça devait arriver et certains fonctionnaires veulent désormais en découdre. La carte Mugefci qui prenait en effet en charge 70% des frais de santé des fonctionnaires ivoiriens est désormais refusé en

pharmacie depuis le lancement de la couverture maladie universelle (CMU) par le gouvernement qui a décidé de l'arrimer à la mutuelle des fonctionnaires. Ce qui oblige les concernés à payer les ordonnances à 100% de leur poche.

Chose qui n'est pas à la portée de tout le monde dans un pays où près 56% de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. C'est pourquoi la Coalition du secteur public qui regroupe 24 syndicats de l'éducation nationale (CSP) des eaux et forêts,

**Des coalitions de syndicats de fonctionnaires menacent d'aller à la grève si le gouvernement ne suspend pas l'arrimage de la couverture maladie universelle (CMU) avec la Mugefci qui continue de créer de nombreux désagréments sur le terrain.**

Ça devait arriver et certains fonctionnaires veulent désormais en découdre. La carte Mugefci qui prenait en effet en charge 70% des frais de santé des fonctionnaires ivoiriens est désormais refusé en pharmacie depuis le lancement de la couverture maladie universelle (CMU) par le gouvernement qui a décidé de l'arrimer à la mutuelle des fonctionnaires. Ce qui oblige les concernés à payer les ordonnances à 100% de leur poche. Chose qui n'est pas à la portée de tout le monde dans un pays où près 56% de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. C'est pourquoi la Coalition du secteur public qui regroupe 24 syndicats de l'éducation nationale (CSP) des eaux et forêts, des ressources halieutiques et de la santé notamment, a décidé de prendre ses responsabilités. Réunie samedi à Yopougon, au groupe scolaire sogefiha 6, ses membres ont voté à l'unanimité la résolution visant la suspension de la CMU, le temps que le gouvernement résolve les problèmes qu'elle pose sur le terrain. La coalition donne à cet égard une semaine à l'Etat pour s'exécuter. Passé ce délai, la coalition promet de durcir sa position en entamant une grève des fonctionnaires sur toute l'étendue du territoire national. Cette coalition n'est pourtant pas la seule dont les nerfs sont à vif, puisque le collectif des syndicats contre l'arrimage CMU-Mugefci qui, lui, regroupe 15 syndicats, a également lancé un mot d'ordre visant à durcir le ton face au gouvernement si la CMU n'est pas suspendue, ce même samedi, quelques heures plus tôt. Mais paradoxalement la plupart des cadors s'enferment dans le silence. Interrogé par le journal « Aujourd'hui », Théodore Gnagna, président de la plateforme des organisations professionnelles des secteurs public et privé de Côte d'Ivoire nous a, pour sa part, renvoyé à sa déclaration du 6 novembre sur la question. Celle-ci note « les désagréments (qui) portent essentiellement sur les difficultés d'accès aux soins et sur

le contenu du panier de soins » telles que l'ont noté les interpellations dont la plateforme dit avoir fait l'objet. Comme solution la plateforme conseillait un élargissement du nombre de médicaments pris en charge, ainsi que le nombre de mutualistes bénéficiaires. Elle proposait également d'améliorer l'accessibilité des bons de prise en charge, d'alléger le parcours des soins et de ravitailler en médicaments CMU les pharmacies privées et les hôpitaux. La plateforme demandait cependant des clarifications sur la relation CMU-Mugefci et conseillait d'accélérer la réhabilitation des infrastructures sanitaires et leur équipement. Pour elle, le règlement des revendications des personnels de santé « face à la mise en œuvre de la CMU et à l'avènement de la réforme hospitalière, faisait partie d'une analyse globale qu'il fallait mener sur la situation ponctuelle d'un arrimage raté. La plateforme terminait son exhortation par « une compassion à l'endroit des travailleurs et en particulier les fonctionnaires et leurs familles » qui n'arrivent plus à se soigner en raison de cet arrimage. Bref, la plateforme n'a pas envie de rajouter un mot à cette déclaration même si de nombreux jours sont passés sans que la situation des fonctionnaires ne s'améliore. Alors pourquoi les syndicats restent-ils silencieux devant une situation qui révolte les petits syndicats ? Pour Arnaud Boka, secrétaire général de la coalition du secteur public, ce serait parce que ce sont les mêmes responsables de centrales qui se retrouvent dans les plateformes de syndicats et qui seraient ainsi pris au piège parce que la CMU reste une opportunité pour les travailleurs du privé qui ne pouvaient s'offrir une assurance maladie », se défend-il

**JOSIANE ZÉLIAHOUROU**

Fonds de prévoyance de la police nationale / La police nationale a un nouveau chef. Et avec lui semble se lever un jour nouveau pour le Fonds de prévoyance de la police nationale (Fppn) qui se meurt.

## Les mesures vigoureuses du Ministre Vagondo Diomandé pour sauver la mutuelle des policiers



Les policiers, dans leur grande majorité, estiment que l'effectivité des mesures du ministre Vagondo Diomandé contribuera à sauver le Fppn qui se meurt.

Le Fonds de prévoyance de la police nationale est dans la tourmente. La structure sociale des policiers de Côte d'Ivoire traverse la crise la plus profonde de son histoire. Rappelons que c'est en 2000 que le ministre de la Sécurité d'alors, l'Intendant Général Lassana Palenfo, à l'instar des Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire (FANCI), a instruit les policiers de se doter d'une mutuelle pour leur prise en charge médicale. 19 ans après, les policiers, dans leur ensemble presque, soutiennent que le passage du Contrôleur général Krouma Mamadou à la tête de leur mutuelle reste gravé dans leur mémoire. Pour la simple raison que sous lui, des centaines de policiers épargnants ont pu bénéficier de logements sociaux. Ils font ainsi allusion aux cités Joseph Dja Blé, Yop2 et Anacarde entièrement acquises et qui ont été cédées aux policiers suite à un prêt immobilier. « Ils sont nombreux les policiers qui ont bénéficié de logements pour leurs vieux jours grâce aux différents prêts octroyés par le Fonds de prévoyance de la police nationale (Fppn) », font remarquer des policiers. Non sans relever que sous l'autorité du Conseil d'administration d'alors, des centaines d'hectares de terrain ont été également acquis pour le compte dudit Fonds. «

Des acquisitions immobilières qui constituaient des réserves importantes pour le Fppn ont été, malheureusement, toutes vendues», déplorent nos interlocuteurs. Qui rappellent, à l'occasion, la convention avec la direction des services de santé de la police nationale, jugée comme faisant partie des actions positives initiées pendant l'ère Krouma Mamadou. Les policiers et leurs familles disent être nostalgiques de ce moment où ils bénéficiaient des soins de qualité à l'Hôpital de la police nationale. Quand les cas les plus graves, notamment les blessés en service commandé étaient immédiatement orientés dans des cliniques conventionnées. Ancien délégué, aujourd'hui à la retraite, ce policier rencontré s'offusque du traitement fait à « ces anciens policiers qui ont pourtant dignement servi l'Etat de Côte d'Ivoire ». « Quand tu te présentes au siège du Fppn, tu n'as aucun interlocuteur. Alors que ce siège a été bâti sur un site acquis par le fonds avec les cotisations des mutualistes. Pourtant, sous le directeur général Krouma, tu étais reçu quel que soit la nature de ton problème. Nous retenons de lui qu'il était très accessible ! »

**La mandature Boblae-Kadjané tourne au clash** A l'avènement du duo Boblae Gossebou, élu président du Conseil d'administration (Pca) du Fppn, et Kadjané Jacques désigné directeur général par ce conseil, les policiers soutiennent avoir fondé beaucoup d'espoirs en ces dirigeants. Qui avaient promis, au cours de leur campagne, apporter du sang nouveau à la gestion de l'outil social des policiers. A travers la facilitation de l'accès aux prestations sociales, l'acquisition de logements et des soins de santé de qualité. Mais, au cours de l'assemblée générale bilan de l'année 2014, le président du conseil d'administration, Boblae Gossebou, soucieux de la bonne gestion des ressources provenant des cotisations des policiers, a exigé un audit de la 1ère année de gestion du conseil d'administration qu'il préside. Autrement dit, le directeur général, le Commissaire Kadjané Jacques devra collaborer avec le cabinet d'audit qui aura été désigné en présentant les pièces comptables et autres documents nécessaires susceptibles d'éclairer l'ensemble des mutualistes. Cette recommandation s'expliquait par le fait que le conseil n'avait pas reçu le rapport de gestion du directeur général avant la tenue de cette assemblée générale. Il ne pouvait

## Fonds de prévoyance de la police nationale

# Les mesures vigoureuses du ministre Vagondo



donc pas l'endosser. Le Contrôleur général, Boblae Gossebou, n'a pas été suivi par ses pairs du conseil d'administration. C'est alors qu'à la prochaine réunion de ce Conseil, il a choisi de rendre sa démission pour incompatibilité. Elu nouveau président du Conseil d'administration, le Contrôleur général Binaté Aboudramane a-t-il imprimé sa marque pour une gestion saine des ressources des policiers cotisants ? Il ressort de nos investigations que le Fonds de prévoyance de la police nationale connaît, aujourd'hui, d'énormes difficultés de trésorerie. Les policiers qui ont épargné au produit Plan épargne plus (PEP), et en fin de contrat n'arrivent pas à bénéficier du fruit de leur épargne. Ils sont des centaines qui disent attendre ce jour heureux qui pointe à l'horizon avec le ministre Vagondo Diomandé. Pour des centaines de policiers admis à faire valoir leurs droits à la retraite, c'est le même scénario. Ils sont obligés de prendre leur mal en patience. Ce sont des milliards qui sont dus à ces valeureux policiers qui ont eu certainement tort d'avoir confié, indigne, leur épargne à leur propre structure, sous la gestion de cette équipe dirigeante. Ils continuent de multiplier les démarches et de frapper à toutes les portes pour être reçus. Souvent, ils procèdent par des sorties dans les médias pour être entendus. Au cours de l'audience que le ministre de la Sécurité et de la protection civile, le Général Vagondo Diomandé, a accordé au bureau de la Mutuelle des retraités de la police de Côte d'Ivoire (Murepoci), le mardi 15 octobre 2019 dernier, dont le compte rendu a été publié dans le quotidien Le Jour du vendredi 18 octobre, le président de cette mutuelle a fait connaître au premier responsable de la police les réelles difficultés que connaissent les policiers avec le Fonds de prévoyance de la police nationale pour entrer en possession de leur épargne. En réponse, selon nos sources, le Général Vagondo Diomandé, a marqué son indignation quant aux difficultés que rencontrent les policiers à la retraite pour le remboursement de leur épargne après avoir fait confiance à leur propre structure. Le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile a pris l'engagement ``de voir clair'' dans le dossier du Fppn. Une source policière affirme que récemment, une réunion de crise a été convoquée au cabinet du ministre. Au cours de laquelle, le premier responsable de la police nationale a convié autour de la table, outre les membres de son cabinet, les directeurs généraux de la police, l'Inspecteur général des services de police, la direction des services de santé de la police nationale (Dsspn) et les dirigeants du Fppn, notamment le président du conseil d'administration, Binaté Aboudramane, et le directeur général Kadjané

Jacques. Les nombreuses sorties des retraités dans la presse, les multiples plaintes des policiers en fin de contrat Plan épargne plus et les difficultés d'accès aux soins de santé des assurés de la Police, sans omettre les procès intentés contre la structure sociale de la police seraient certainement la cause des mesures prises par le ministre Vagondo Diomandé au cours de cette réunion.

**Des mesures vigoureuses pour sauver le Fonds des policiers** Il ressort de nos investigations qu'à l'occasion de cette rencontre au sommet, le ministre Vagondo Diomandé aurait demandé aux premiers responsables de lui présenter la situation administrative et financière du Fonds de prévoyance de la police nationale. Nos sources avancent qu'après l'exposé du directeur général, le Commissaire Kadjané Jacques, le premier responsable de la Police, dans un souci de sauver l'outil social de la police, a pris des mesures d'urgence. Ces mesures porteraient sur un audit de la gestion des deux mandats du conseil d'administration dirigé par le Contrôleur général Binaté Aboudramane à l'effet de cerner la cause des difficultés du Fonds. Cet audit serait confié à un cabinet d'expertise comptable dont les compétences sont reconnues de tous et qui pourraient sortir les résultats dans un délai d'un mois. Les mêmes sources révèlent par ailleurs qu'un Comité de gestion pourrait éventuellement voir le jour, c'est-à-dire une transition pour conduire la mutuelle des policiers jusqu'aux prochaines élections de juin 2020. Aussi, un appui financier pourrait être apporté à la direction des services de santé qui, selon des policiers, devrait améliorer davantage son plateau technique. Mission serait également donnée à ce Comité de gestion pour trouver les ressources nécessaires permettant de satisfaire les nombreux retraités ayant cotisé au PEP et qui attendent d'être remboursés. Les policiers disent être satisfaits. Ils sont nombreux, les policiers, tous grades confondus, qui continuent d'exprimer leur satisfaction suite aux mesures du Général Vagondo Diomandé. Pour un capitaine de police, si les mesures sont effectives, leur ministre aura posé un acte de grande portée pour sauver le Fppn. Le Lieutenant T.S., à la retraite depuis 2017, se dit heureux de ces mesures qui vont permettre de clarifier la situation de chacun des épargnants de la mutuelle des policiers. Ce dernier réclame, aujourd'hui, plus de quatre millions, fruit de son épargne de 8 ans. Toutes les démarches menées, souligne-t-il, pour entrer en possession de son capital sont restées vaines. Même son de cloche chez l'adjudant B.B.V. qui attend le reliquat de son épargne de 3 000 000 F pour aménager dans sa propre résidence. Ils sont nombreux les policiers qui saluent le courage du Général Vagondo Diomandé dont les décisions pourraient contribuer à créer les conditions de la survie du Fonds de prévoyance de la police nationale.



Cancer du sein et du col de l'utérus à Toumodi

# Raymonde Goudou Coffie sensibilise des femmes : ce qu'en pensent la représentante de Ly Ramata et Tamini Adjoua



Une vue de la cérémonie (Photo DR)

La ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public Raymonde Goudou Coffie a sensibilisé 1500 femmes rurales de Toumodi sur le cancer du sein le jeudi 31 octobre 2019, à l'esplanade de la mairie de cette localité, en présence du docteur Améthier Solange représentant la ministre de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, de la sénatrice du Bélier Tamini Adjoua N'Go Louise, du corps préfectoral, de madame Diop représentant le maire de Toumodi, des chefs coutumiers et des chefs religieux. La ministre a expliqué aux femmes rurales la nécessité de détecter le plus tôt possible le cancer pour pouvoir le traiter et en guérir, car le contraire s'avère fatal. Raymonde Goudou a indiqué à ses sœurs que le fait de les avoir déplacées alors qu'elles devraient en principe être en train de labourer leurs champs, sera compensé avec des dons de matériels agricoles pour l'amélioration de leurs récoltes. Membre de la délégation de la collaboratrice du président Alassane Ouattara, le docteur Jean-Eudes M'Baima a expliqué aux femmes certains comportements pour éviter cette maladie. Raymonde Goudou a ensuite pris le pari de faire baisser le taux du cancer du sein et du cancer de l'utérus à Toumodi. Elle a invité ses sœurs à aller se faire palper les seins à l'hôpital, et a promis de prendre personnellement en charge celles qui présenteront des signes.

**[ Améthier Solange docteur en médecine:« Les femmes ont besoin d'être en bonne santé pour pouvoir prendre en charge leurs familles respectives »]** Réagissant après

la cérémonie, la représentante de Ly Ramata a dit : « Je suis ici à Toumodi pour représenter la ministre de la famille, de la femme et de l'enfant Bakayoko Ly Ramata qui remercie sa collègue la ministre Goudou Raymonde de l'avoir associée à cette activité importante qui est la sensibilisation des femmes rurales au cancer du sein. C'est une opportunité puisque les femmes sont rassemblées, de pouvoir faire le dépistage du cancer, aujourd'hui c'était le cancer du sein qui est un cancer qui tue énormément. C'est donc beaucoup d'encouragement aux femmes de leur demander de fréquenter les centres de santé, de suivre les conseils que les médecins et les sages femmes vont leur donner, car pour pouvoir mener toutes les activités, il faut qu'elles soient en bonne santé, elles ont besoin d'être en bonne santé pour pouvoir prendre en charge leurs familles respectives. C'est vraiment un message d'encouragement que la ministre Bakayoko Ly Ramata adresse à ses sœurs de Toumodi. La cible ici, c'était les femmes, c'était normal donc de demander à la ministre de la femme de l'accompagner. Nous pensons que le message est passé parce que la ministre Goudou Raymonde a choisi le médecin qu'il fallait, un spécialiste en la matière et en plus, il a parlé en des termes simples, et il y avait aussi une bonne traductrice qui a traduit de manière très imagée ».

**[ Tamini Adjoua sénatrice du Bélier : « Quand vous aidez une femme, vous aidez une famille »]** De son côté, la sénatrice du Bélier Tamini Adjoua a confié : « Concernant la sensibilisation des femmes rurales au cancer du sein par la ministre Goudou Raymonde, et tous les dons qu'elle leur a fait, je suis reconnaissante à la ministre. Il faut dire que quand vous aidez une femme, vous aidez une famille. Pour ce qui est du cancer du sein, à l'avenir il faudrait que l'on songe aussi aux femmes de la ville qui sont beaucoup plus exposées à cette maladie à cause de leur alimentation artificielle contrairement aux femmes rurales qui mangent bio. Toutefois, que les femmes en général aient le réflexe de la prévention du cancer en se rendant souvent à l'hôpital pour se faire consulter. »

**SOSTHÈNE DO**



Maoulid 2019 / En présence du Chef de l'État, les musulmans de Côte d'Ivoire ont commémoré la naissance du prophète Muhammad à la grande mosquée de la Riviera Golf.

## Le Président Ouattara invite les Ivoiriens au respect des valeurs républicaines et civiques



Le Président de la République et plusieurs membres du gouvernement ont prié à la mosquée de la Riviera Golf. (PH. HONORÉ BOSSON).

À l'instar des musulmans du monde, les fidèles ivoiriens ont commémoré la naissance du prophète Muhammad dans la nuit de 9 au 10 novembre, en présence du chef de l'État, Alassane Ouattara, autour du thème : « L'éducation et de la moralisation de la vie publique, facteur d'une paix durable ». C'était à la grande mosquée de la Riviera Golf. À l'occasion, Sidiki Diakité, ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, au nom du Président de la République, s'est réjoui du thème choisi à cette occasion qui, selon lui, aborde une problématique d'intérêt national. « Le Président de la République, chef de l'exécutif et garant de la paix sociale, vous félicite pour cette contribution importante à la consolidation de l'éducation dans notre pays », a relevé Sidiki Diakité. Qui précise : « Cette éducation, en effet, passe par l'émergence d'un Ivoirien nouveau pétri d'une conscience civique exemplaire. Il nous appartient tous de construire ensemble, par des actions d'éducation de nos concitoyens, le respect des valeurs républicaines et civiques ». Selon le ministre, Alassane Ouattara invite chacun à être un modèle. « Le Président de la République vous invite donc, en votre qualité de guide religieux, mais aussi chaque citoyen Ivoirien, à considérer cela comme un défi personnel ». Il a fait remarquer que la consolidation et la pérennisation de nombreux acquis au niveau de la croissance et du développement de notre pays, après deux décennies de léthargie, passe aussi par la culture du vivre-ensemble. Pour terminer, il a invité les guides religieux à prier davantage en faveur de la préservation de la cohésion sociale. Car, dira-t-il, dans

moins de douze mois, auront lieu les prochaines échéances présidentielles. De ce fait, il faut que tout citoyen se sente dans un climat social apaisé où chacun apporte sa pierre à l'éducation pour une nation forte. Cheick Boikary Fofana, président du Conseil supérieur des imams, des mosquées et des affaires islamiques en Côte d'Ivoire (Cosim), s'appuyant sur la bonne gouvernance dont les dirigeants font preuve, a encouragé le gouvernement dans la lutte contre la corruption qui, selon lui, gangrène la société. « Nous voudrions féliciter et encourager le gouvernement pour les mesures prises de manière courageuse pour mettre fin à la corruption. Nous constatons cela avec bonheur à travers des actions d'envergure quotidiennes qui sont menées dans ce sens », s'est d'emblée félicité le guide religieux. Cependant, dira-t-il, force est de reconnaître que certains comportements tels que l'incivisme risquent de rendre vains les efforts déployés par le gouvernement. Pour lui, la lutte contre la corruption n'est pas seulement l'affaire du gouvernement ni celle d'un parti politique. C'est une action collective. « La corruption retarde le développement de notre pays. Pourtant, sans développement, il ne peut y avoir de véritable paix dans notre société. C'est pourquoi, le cosim s'engage davantage dans cette lutte par la sensibilisation des citoyens afin qu'ils tournent le dos à ce fléau », a-t-il affirmé. Pour lui, Dieu n'exaucera pas le peuple si le peuple ne change pas d'état d'esprit. Il a donc appelé tous les citoyens à un changement de mentalité et au respect de son environnement. Le conférencier, Yaya Karamoko, enseignant à l'Université Félix houpouët Boigny, par ailleurs imam de la mosquée de l'Université de Cocody, a insisté sur la préservation de la paix dans le respect de la dignité humaine qui, à l'en croire, passe par la considération de la diversité des langues, la couleur de la peau, la religion. « Faisons attention à tout ce que nous disons. Il faut être positifs dans nos paroles. Il faut avoir la noblesse dans notre caractère. Surtout que Dieu exige de nous un comportement soigné dans nos rapports avec les autres », a-t-il exhorté. Pour finir, il a convié les musulmans à éviter de parler de religions des autres, car, selon lui, le musulman ne diffame pas, il est plutôt épris de paix, un modèle d'humilité, de courage, de pardon. Prières, lecture du Coran et prières ont meublé cette nuit anniversaire du Prophète Muhammad.





La Coalition pour la démocratie, le réconciliation et la Paix

## Voici pourquoi le FPI n'y participe pas



Le président Bédié a posé avec les responsables des partis membres de la coalition CDRP mercredi dernier, à Daoukro.

La Plateforme initiée par le président Henri Konan Bédié, dénommée la Coalition pour la démocratie, la réconciliation et la paix (Cdrp) a mis en place ses structures, le mercredi dernier à Daoukro. Au cours des travaux qui ont enregistré la présence de 16 partis politiques sur 17 que compte la plateforme et l'absence du Cojep de Charles Blé Goudé qui fait partie de cette plateforme, (absent parce qu'en procès le jour-là). Après ce conclave, bien de gens s'interrogent pourquoi le Fpi n'y a pas participé. La raison est simple, le Front populaire ivoirien appartient déjà à une plateforme, « Ensemble pour la démocratie et la souveraineté » (Eds). Le président Bédié a donc formalisé une autre plateforme qui envisage de travailler étroitement avec le Front populaire ivoirien via la Plateforme Eds. Le Pdc-Rda et le Fpi, par le biais d'Eds, sont donc des alliés et comptent bien formaliser cette collaboration par un accord de partenariat. Il n'y a donc ni boycott ni rejet de la Cdrp par le Front populaire ivoirien, encore moins par les proches de Laurent Gbagbo. D'ailleurs, il faut le rappeler, le Cojep de Charles Blé Goudé fait partie de la plateforme "Coalition pour la démocratie, la réconciliation et la paix" d'Henri Konan Bédié. C'est donc une belle aventure qui vient de commencer et qui permettra aux Ivoiriens un changement démocratique en 2020. La plateforme initiée par le président du Pdc vise à travailler davantage à l'union des Ivoiriens et au ralliement dans un élan de solidarité nationale.

**FRANÇOIS KONAN**



Le président du Gps était, samedi, à Londres dans le cadre de ses rencontres avec ses compatriotes à l'extérieur du pays baptisées "Crush party". A cette occasion, il a fait des révélations sur sa rupture avec le Rhdp. Ci-dessous un large extrait de son intervention.

## Guillaume Soro, président du Gps, depuis Londres : « Les gens ont voulu nous minimiser. Vous serez surpris »

Guillaume Soro charge à nouveau : et Abdou Diouf le parrain ?

**« On a voulu nous minimiser. Vous serez surpris »**



**« Allez vérifier à qui profite le crime de Tagro »**

Formalisation de la plateforme de Bédié  
**Pourquoi le FPI n'y était pas !**

Après tout ce que j'ai vécu dans ma vie, je n'ai rien à demander à qui que ce soit. A 29 ans, j'avais fait tous les palais de la sous-région ouest-africaine. A 33 ans, j'étais premier ministre. A 39 ans, j'étais président de l'Assemblée nationale. Je pouvais prendre mes cliques et mes claques, m'acheter une maison et aller vivre tranquillement avec ma famille. Je peux le faire. Venir me promener et demander pardon, je peux demander pardon comme les autres. Je peux aussi ne pas demander pardon et dire que je n'ai rien fait. On va me faire quoi ? Les autres qui n'ont pas demandé pardon, qu'est-ce qu'on leur a fait ? Donc si je viens demander pardon et ce, depuis la Côte d'Ivoire, c'est parce que je le pense. Pour ceux qui me connaissent, ils savent que je ne dis pas les choses que je ne pense pas. (...) Moi, je ne peux pas forcer quelqu'un à croire que je suis sincère ou pas. Je continue à demander pardon aux Ivoiriens. Je ne suis pas le premier à demander pardon. De 1960 à 1963, Houphouët-Boigny prenait des cadres Ivoiriens qu'il envoyait en prison. Après, il est venu demander pardon parce qu'il dit qu'on l'avait trompé. Depuis Houphouët-Boigny jusqu'aujourd'hui, qui est le leader politique qui demande pardon ? Les gens font comme si c'est Guillaume Soro qui a fait la guerre en Côte d'Ivoire. Le Guébié a fait sécession. D'autres disent qu'il y a eu 4 mille morts. (...) Vous devez même dire merci à monsieur Guillaume Soro parce que c'est lui qu'on avait à la tête de cette rébellion. Peut-être si ce n'était pas lui, la situation de la Côte d'Ivoire...Regardez le Mali. Est-ce que jusqu'aujourd'hui, le Mali a retrouvé son intégrité

territoriale ? La Côte d'Ivoire aurait pu ne pas retrouver son intégrité territoriale. John Kufuor le disait : « Personne ne peut souhaiter une rébellion dans son pays. Mais quand une situation comme celle-là arrive, il faut prier Dieu pour avoir la chance d'avoir à la tête des gens qui acceptent de discuter ». Moi, je considère que la guerre, ce n'est pas une bonne chose. Il n'y a pas quelqu'un mieux placé que moi pour connaître les horreurs et les affres de la guerre pour aimer la paix. C'est parce que j'ai fait la guerre que je demande la paix aujourd'hui. C'est pour vous dire, n'empruntez pas ce chemin. Les morts il y en a eus chez moi, dans ma famille. Si ma famille n'était pas soudée, elle volait en éclat aujourd'hui. Il est écrit dans la bible que : « Celui qui n'a pas péché lève le doigt ». Il y a des gens qui sont assis, eux, ils n'ont jamais rien fait. Que celui qui n'a jamais péché lève le doigt et jette la première pierre. Donc personne ne peut échapper au pardon. Parce que la guerre en Côte d'Ivoire, c'est de la responsabilité de nous tous. Ou bien on a été complice par notre inaction et notre inactivité, ou bien on a soutenu un camp pour faire la guerre. (...) Je sais, il y a des gens qui ont une haine tenace contre Guillaume Soro. Comme je le disais aux gens, nous depuis 90, on s'est battu ici. Je vois certains pro-Gbagbo qui ne connaissent même pas plus Gbagbo que moi. Nous qui avons fait la Fesci, nous savons qui est Gbagbo Laurent. Blé Goudé est là, Damana Pickas est là. C'est qui, qui a pris leurs mains pour les présenter à Gbagbo. Blé c'est mon secrétaire à l'organisation à la Fesci, on a dormi dans le même lit. Vous allez faire comment lorsque lui et moi nous allons nous retrouver. Il n'y a pas d'autre solution que le pardon. Le pardon est divin. Si on n'a pas la capacité de pardonner les uns et les autres en Côte d'Ivoire, on fait comment ? On va s'entredéchirer. On aura rien appris du passé. Soyez des chantres de la paix. **Chacun viendra vous dire Ce qu'il veut faire pour la Côte d'Ivoire »**

Chacun viendra vous présenter son programme. Chacun viendra vous dire ce qu'il veut faire pour la Côte d'Ivoire. Mais soyez prudents. Souvent, à cet exercice, ce sont les grands menteurs qui réussissent. Ils viennent vous dire qu'ils vont transformer la Côte d'Ivoire en Suisse, transformer les montagnes en diamant. Il faudra que les Ivoiriens soient prudents. Souvent, on s'est fait tromper



comme ça. Il y a un chef d'Etat qui m'a appelé, c'est un ami, qui m'a dit lorsque j'interviens, de ne pas parler d'Alassane Ouattara. Sinon j'allais mélanger un peu. Mais comme il y a un président qui m'a appelé, il faut respecter les aînés. Mais soyez prudents. (...) Les gens ont voulu nous minimiser : « Oh le jeune homme ». Mais vous serez surpris. On ne peut pas avoir occupé tous ces postes sans avoir un relationnel. Ils ont été surpris de me voir à Londres ici entrer chez les grands types. En France, je suis entré chez des grands types mais comme je ne veux pas les exposer, je n'ai rien dit. Mais je vais retourner en France, je vais faire un truc et ils verront les grands types de la France. C'est là qu'ils seront surpris. On ne peut pas être premier ministre, président de l'Assemblée sans avoir un réseau. On a aussi notre réseau. J'avais la chance, j'étais tout petit mais les chefs d'Etat m'aimaient bien. Je les ai vus, je les ai connus mais tout n'est pas bon à raconter. Eux tous ne m'ont pas abandonné. Le moment venu, on verra.

#### **« Nous sommes tous Coupables »**

Il y avait deux protagonistes. Si Blé Goudé et Gbagbo ont été innocentés par la Cpi, qui est donc coupable ? Moi, je vais vous dire que la guerre est venue en Côte d'Ivoire, nous sommes tous coupables, on est tous fautifs quelque part. Et moi comme j'ai compris cela, je me suis levé pour demander la libération de Gbagbo. Si on veut que la Côte d'Ivoire se retrouve, il faut libérer Gbagbo pour qu'on fasse la réconciliation. C'est la Côte d'Ivoire qui m'intéresse. Tout ce que nous faisons, ce doit être au nom de la Côte d'Ivoire. Je ne suis pas dans la rancune. Moi aussi, j'ai des choses à reprocher à des gens. Mais il faut qu'on aille au-delà. Il faut qu'on tue en nous l'arrogance. Il y a eu des grands hommes avant nous sur cette terre, ils nous ont montré le chemin. Martin Luther King, Nelson Mandela, Gandhi...ils nous ont montré le chemin. C'est le pardon, la réconciliation. Si on veut chercher les raisons de nos errements et de la guerre en Côte d'Ivoire, on est tous responsable. Je sais qu'il y a des gens qui veulent seulement dire que c'est seul Guillaume Soro qui est responsable dans cette affaire. Ne faites pas ça. Mais tant qu'on ne va pas accepter chacun d'assumer sa responsabilité, ça ne marchera pas. Nous sommes co-auteurs, co-responsables. Il ne faut pas tromper les Ivoiriens. Ce que je souhaite, c'est que Gbagbo soit libéré et qu'il vienne en Côte d'Ivoire. (...)

#### **« Je n'ai pas fait Comme ahoussou »**

Moi, je prends mes responsabilités. Et c'est justement parce que j'ai pris mes responsabilités que le torchon brûle avec le Rhdp. J'aurais pu faire comme Ahoussou Kouadio. Je me tais, je ne demande pas la libération de Gbagbo, je ne

demande pas pardon. Moi, j'étais président de l'Assemblée nationale en 2017 quand, pour la première fois, publiquement, du perchoir de l'Assemblée nationale, je me suis levé pour dire qu'il y a des prisonniers politiques en Côte d'Ivoire, il faut libérer les prisonniers politiques. Est-ce qu'avant cela, quelqu'un avait osé le faire ? C'est parce que je me comportais comme ça que le torchon a commencé à brûler avec le Rhdp. Je pouvais me taire aussi comme tous les doyens qui sont en Côte d'Ivoire et je serais un enfant choyé du Rhdp. Le Rhdp serait en train de me fêter aujourd'hui. C'est parce que moi j'ai décidé d'aller dans la réconciliation, demander la libération des uns et des autres que le torchon brûle. Sinon on était tous présidents d'Institutions. Il y avait moi, Ahoussou Jeannot, Diby Charles... A chacun d'entre eux, on a dit tu vas au Rhdp ou bien tu quittes ton poste. Parmi tous ceux-là, lequel a libéré son tabouret ? C'est moi. J'aurais pu ne pas libérer le tabouret que je serais assis là-bas. Vous croyez que si moi j'étais assis là-bas, les choses seraient aussi simples ? Quand je me suis levé du haut de ma tribune à l'Assemblée nationale pour demander la libération des prisonniers politiques, c'était un tonnerre dans le ciel de la Côte d'Ivoire, ça a fait bouger les choses. Quelques mois après, beaucoup de choses se sont passées. C'était la colère contre Guillaume Soro.

#### **La mort du ministre Tagro**

J'ai décidé d'être candidat et je sais que les gens vont distiller des gouttes puantes sur ma personne. C'est en Bictogo que vous croyez ? J'avais promis de ne pas parler de ces gens-là. Donc laissons Bictogo. Je pense que le processus de la réconciliation a échoué en Côte d'Ivoire. Vérité et réconciliation, je suis d'accord. Je pense que le processus de la réconciliation a échoué en Côte d'Ivoire. Effectivement, quand on regarde en Afrique du Sud, il y a eu vérité, réconciliation et pardon. Et c'est ce processus que je vous promets. Votez-moi pour que je vous offre la réconciliation vraie sur la base de la vérité, de la réconciliation et du pardon. C'est ce que Charles Konan Banny voulait faire et on l'a stoppé. C'est pourquoi la réconciliation a échoué en Côte d'Ivoire. A la famille du ministre Tagro, je vais dire deux petites choses. Le ministre Tagro, lorsqu'il a pris la balle et qu'il est arrivé au Golf, le médecin qui a pris Tagro pour l'envoyer à la Pisam, c'est mon médecin. Demandez au Général Vagba Faussignaux qui l'a envoyé à la Pisam pour le soigner et il est vivant. Vagba Faussignaux, lorsqu'il a pris une balle, celui qui l'a envoyé à l'hôpital pour le faire soigner, c'est Guillaume Soro. Le Général Dogbo Blé qui est encore en prison, c'est un général que je respecte, parce que devant les magistrats, il a dit : « Si je suis vivant, c'est grâce à Guillaume Soro ». Vous traitez Guillaume Soro de rebelle mais entendez au moins ce que j'ai fait pour sauver bien des gens. Si le Général Guiai Bi Poin est là, il peut témoigner. Quand on l'a pris pour le mettre en prison celui qui est allé le chercher pour le sortir d'autorité de prison, c'est Guillaume Soro. J'aurais aimé que d'autres personnes le disent. Mais comme vous me posez la question, vous m'obligez à entrer dans un certain nombre de détails. Très souvent, on dit le criminel revient sur les lieux de son crime. Pour celui qui m'accuse, allez vérifier parce qu'il y a un autre principe qui dit : « A qui profite le crime ? ». Donc allez vérifier à qui profite le crime. Peut-être que vous comprendrez mieux. Tagro était mon ministre de l'Intérieur, je n'étais pas en affaire avec lui. Si la Commission dialogue, vérité et réconciliation avait bien fonctionné, vous seriez surpris. Parce que très souvent, je suis resté dans des postures pour couvrir des gens. Ce sont



eux aujourd'hui qui m'insultent.

### **Casse de la Bceao bouaké, man et Korhogo**

Je ne sais pas. La Bceao, j'ai vu trop de choses dessus. Je me suis dit, Guillaume, ton dos est large. Il y a des choses que les gens disent. Remettez-vous dans le contexte de 2003. Est-ce que vous savez ce que c'est qu'une rébellion ? Moi j'étais à Bouaké sans savoir, si le lendemain, je serais vivant. Il y a des choses qui se disent qui ne sont pas vraies. Moi, ce n'était pas dans mon intérêt que la Bceao soit cassée. Moi en tant que secrétaire général du Mpci, je savais que si la Bceao était cassée, c'est moi directement que ça impliquait dans cette forfaiture. C'est pourquoi les archives sont là. J'ai tout fait pour qu'on sécurise les succursales de la Bceao de Bouaké, Korhogo et Man. Mes écrits sont là. J'ai demandé à la Force Licorne qui était, j'ai dit que j'ai des échos que certaines brebis galeuses allaient attaquer la Bceao. Donc protégez-là. Si mon objectif était d'attaquer la Bceao, pourquoi, dès le premier jour de la rébellion, on n'a pas attaqué la Bceao ? J'ai demandé qu'on sécurise la Bceao mais on m'a répondu que ça n'était pas dans les missions des forces internationales. Tant que je pouvais éviter que cela arrive, je l'ai fait. Quand tout cela s'est passé, on dit c'est Guillaume. Mais ce n'est pas moi. Ce n'est pas moi qui ai demandé d'aller casser la Bceao. Le jour que ça a été cassé, je me dis : « Guillaume Soro, tu es foutu. La rébellion, c'est fini ». J'ai souffert pendant cette période. Parce que c'était un grand désordre. (...) ».

### **LANCE TOURÉ**